

**L'hyperactivité du Dr Tréta et ses effets dévastateurs sur la cohésion de l'opposition** P.5

**Un incendie ravage le dortoir des étudiants de l'IPR IFRA de Katibougou** P.7

« Il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais » (J.J Rousseau)

# L'ENQUÊTEUR

Tél.: 65 88 40 01 - E-mail: journalenqueteur@yahoo.fr

N°082

Lundi 06 mars 2017

300 F CFA

**Chantages, ingérences et complots**  
**Comment les rebelles, la France et l'Algérie travaillent pour Iyad** P.3



## AART VAN DER HEIDE, CRACHE SES VERITES



P.4-5

**“Le film *Tombouctou* d'Abderrahmane Sissako a été financé par la France...”**



**P.2 Le RPM espère plus de portefeuilles ministériels dans le nouveau gouvernement :**



**Me Baber Gano, Dr Aly Kouriba, Bakary Issa Kéita et Abéta Ag Seydou pressentis**



LE RPM ESPÈRE PLUS DE PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS DANS LE NOUVEAU GOUVERNEMENT :

# Me Baber Gano, Dr Aly Kouriba, Bakary Issa Kéita et Abéta Ag Seydou pressentis

Alors que l'incertitude plane toujours sur l'identité du successeur de Modibo Kéita à la primature, dans l'éventualité de la formation d'un gouvernement d'union nationale, les états-majors des principales formations politiques sont aussi en pleines tractations. Au Rassemblement pour le Mali, parti du chef de l'Etat, l'on espère que non seulement le prochain Premier ministre sera enfin issu de ses rangs mais surtout, l'on pense que le nombre de portefeuilles ministériels sera plus important pour les Tisserands qui, contrairement à ce que pensent nombre de Maliens, ont peu de représentants dans le gouvernement, proportionnellement au nombre de ses élus à l'hémicycle notamment. Aussi, les entrées dans l'équipe gouvernementale, qui sera composée, du tout nouveau Secrétaire Général du parti, Me Baber Gano, celui de son adjoint, Dr Aly Kouriba, du responsable chargé des Finances du parti, Bakary Issa Kéita et d'Abéta Ag Seydou, de la section de Kidal sont souhaitées.



Dans le cadre de la formation du gouvernement d'union nationale ou de large ouverture qui sera formé très plausiblement après la Conférence Nationale d'Entente, le parti du Président de la République, le Rassemblement pour le Mali, espère obtenir outre le poste de Premier ministre, plus de portefeuilles ministériels que d'habitude. Ce qui ne sera que justice par rapport au nombre d'élus qu'a le parti, dit-on du côté du RPM.

En effet, contrairement à ce que laissent croire l'ossature de l'équipe gouvernementale actuelle et des équipes précédentes (de Tatam Ly à Modibo Kéita), le parti du chef de l'Etat a toujours eu moins de représentants dans le gouvernement qu'il ne lui fallait. C'est donc l'occasion où jamais pour le parti de se voir attribuer un nombre plus important de portefeuilles ministériels avant la fin

du quinquennat de son président-fondateur.

Le parti de Bokary Tréta a des cadres valables pour relever le défi. Plusieurs noms sont avancés comme ceux de Me Baber Gano de la section de Djenné, non moins Secrétaire Général du BPN, son adjoint Dr Aly Kouriba de la Commune I (qui n'a plus de représentant au gouvernement depuis le départ de Mamadou Frankaly Kéita), du Secrétaire aux Finances du BPN, Bakary Issa Kéita de la Commune IV du District de Bamako et de Abéta Ag Seydou, Secrétaire national du parti chargé des Sports, des Arts et de la Culture et de la coordination RPM de Kidal, non moins membre du bureau exécutif de la Fédération malienne de football.

Avocat à la cour et avocat du parti, Me Gano est considéré comme l'un

des continuateurs de l'œuvre des fondateurs du parti. Il est surtout proche du chef de l'Etat et du Président du parti, Bakary Tréta. Longtemps pressenti au poste de ministre de la Justice, il devrait normalement faire son entrée dans le prochain gouvernement.

Secrétaire général adjoint du BPN, Dr Aly Kouriba est un homme humble et très effacé. Un de ces faiseurs de rois mais dont la personnalité et la compétence ne font l'ombre d'aucun doute. Il est le Directeur scientifique du RPM depuis quelques années et est l'artisan principal des grands textes du parti. Biologiste chercheur, il dirige concomitamment le Comité National de la Recherche Agricole (CNRA) et l'antenne malienne du Programme de Productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP), un programme de

la CEDEAO financé par la Banque Mondiale.

Bakary Issa Kéita est un économiste. Il a succédé au ministre Abdramane Sylla, alors, député de la Commune IV, à la tête de la section IV du RPM en 2011. Il a été reconduit au poste à l'issue de la dernière conférence de section. Membre influent et dynamique du directoire du parti depuis quelques années, il joue un rôle prépondérant dans le cadre de la recherche pour le financement du parti. C'est logiquement qu'il a été propulsé Secrétaire chargé des finances du parti en remplacement de l'actuel ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Ousmane Koné, devenu entretemps vice-président du BPN à l'issue du dernier congrès du parti.

Abéta Ag Seydou n'est plus à présenter. Président de la ligue de football de la région de Kidal, Abéta Ag Seydou s'occupait des compétitions de

jeunes à la Fédération Malienne de Football jusqu'à la crise de la FEMA-FOOT où il s'est retrouvé du côté des frondeurs. Reconduit au sein du BPN RPM, il est le secrétaire national du parti chargé des Sports, des Arts et de la Culture.

En attendant la composition de l'équipe gouvernementale qui va conduire aux prochaines élections générales (présidentielles et législatives), l'on espère, au RPM, pouvoir faire accepter le fait que certains membres du gouvernement actuel, pris pour leur proximité supposée avec le président IBK ou du fait de leur proximité avec le parti, ne jouent pas franc jeu et n'ont plus de raison d'être dans le gouvernement. Surtout quand leur départ n'aura pas de conséquence sur l'avenir de la mouvance présidentielle et sur les relations du RPM avec ses partenaires fidèles.

*Boniface Dembélé*

## Annnonce

### HOTEL RESIDENCE SEGOU EX-KAARTA

VOUS ACCUEILLE DANS LA CITÉ DES BALANZANS DANS  
UN CADRE CONVIVIAL

SITUÉ AU QUARTIER MEDINE EN FACE DE  
LA STATION RÉGIONALE DE L'ORTM SÉGOU  
POUR TOUTES VOS RESERVATIONS

APPELEZ AU :

(00223)21322220 / 76132996 / 66040062

E-MAIL : RESIDENCESEGOUHOTEL@YAHOO.FR





CHANTAGES, INGÉRENCES ET COMLOTS

# Comment les rebelles, la France et l'Algérie travaillent pour Iyad

**Le processus d'application de l'Accord de paix est en panne à cause de la lâcheté des rebelles, de la France et de l'Algérie qui font la pluie et le beau temps.**

**A**u moment où nous mettions sous presse, Tombouctou était toujours encerclée par les éléments du Congrès pour la justice dans l'Azawad (CJA), avec en tête le colonel Abass, ex-déserteur de l'armée malienne. Ce groupe armé, créé seulement le 10 octobre 2016 et soutenu par l'Algérie, s'oppose à l'installation des autorités intérimaires prévue ce jour 6 mars.

## Tombouctou encerclée

Pour une énième fois, le processus de paix est remis en cause par quelques individus armés, des narcotrafiquants soutenus depuis Paris et Alger. Quand vait-on enfin prendre l'Etat malien et ses partenaires au sérieux ? Un Etat qui, visiblement, peine à s'imposer face aux rebelles qui font de notre pays leur jouet. Le CJA compte bien continuer le rapport de force, avec la trentaine de pick-up dont il dispose et des hommes armés, aux portes de Tombouctou depuis le vendredi 3 mars. Ce complot, ourdi pour retarder l'installation des autorités intérimaires vise à saboter la mise en application de l'Accord.

## Ce que veut le CJA

Le CJA réclamait depuis sa création, une « insertion dans le dispositif de mise en œuvre de l'accord d'Alger », selon les termes de son ancien secrétaire général, Hama Ag Mahmoud, ancien ministre du gouvernement malien, et radié du CJA depuis le 14 janvier 2017, à en croire un communiqué de son président, Azarock Ag Inaborchad. Le droit d'être intégré au processus de DDR et d'obtenir des représentants dans les différentes commissions liées à l'Accord de paix, telles sont les revendications du colonel Abass. Ce dernier, d'un ton menaçant, a déclaré : « On va rentrer coûte que coûte et lundi nous refoulerons les invités si jamais il n'y a pas eu d'accord. Evidemment, si le gouvernement n'est sensible qu'aux démonstrations de force, nous allons leur en donner. »

L'accord décroché de haute lutte par certains groupes armés minoritaires à Gao, qui occupait militairement l'Assemblée régionale de Gao, semble avoir donné des idées au CJA. Selon les observateurs, dans le nord du Mali, d'au-

tres groupes armés constitués sur une base tribale ou communautaire, pourraient encore voir le jour, question d'avoir un poids dans le processus de paix, et pour avoir une place de choix, lors de l'installation prochaine des autorités intérimaires, indique une source.

## Nosrat Al-Islam Wal Mouslimine d'Iyad, le nouveau maître au Nord ?

Plusieurs groupes islamistes armés affiliés ou alliés à Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), dont l'Emirat du désert, Al-Mourabitoune, Ançardine et le Front pour la libération de Macina ont annoncé avoir rejoint Nosrat Al-Islam Wal Mouslimine. L'annonce de la naissance de Nosrat Al-Islam Wal Mouslimine a été faite dans une vidéo publiée le 2 mars selon le site mauritanien Alakhbar. Dans cette vidéo, on aperçoit les chefs et prêcheurs de l'Emirat du désert, Yaya Abou Hamam et Abou Abderrahmane Al-Sanhadji, le vice-émir d'Al-Mourabitoune, Hassane Al-Ançari, le chef d'Ançardine, Iyad Ag Aly, et le chef du Front de Libération de Macina, Amadou Kouffa, toujours selon le site.

Le double jeu de la France et de l'Algérie vis-à-vis de Bamako est un véritable obstacle à la paix. En



2012 après l'opération Serval, lorsque la France avait enfin l'occasion de tuer ou d'arrêter Iyad vivant, elle a préféré demander l'avis de l'Algérie qui lui a répondu sèchement : « Ne vous occupez pas d'Iyad. Nous en faisons notre affaire. »

« On connaît bien la suite de cette consultation franco-algérienne : Iyad Ag-Ghali en a tiré profit pour disparaître des écrans radar. Mieux, le chef djihadiste a reconstitué Ansar Eddine, sorti, comme tous les autres mouvements djihadistes, du Sahel, zone déstabilisée par l'opération militaire

française Serval de janvier 2013 », écrivait Seidik Abba dans les colonnes du journal Le Monde.

On savait bien que quelque chose se tramait. Depuis quelques semaines en effet, des voix s'élevaient pour réclamer l'implication d'Iyad dans le processus de paix. Certaines sources avaient même affirmé dans les médias que la mise en œuvre de l'Accord d'Alger, sans Iyad, serait impossible. Les derniers événements plaident en tout cas pour une négociation avec le chef d'Ançardine, un pion de la France et de l'Algérie.

**K. Eloi**

## AMBASSADE DU MALI A NOUAKCHOTT

# Nomination d'un proche du chérif de Nioro pour calmer les Maliens de Mauritanie

**L'ancien et très célèbre Directeur Administratif et Financier du Secteur de l'Education Nationale, Youba Ba, a été nommé ambassadeur du Mali à Nouakchott en Mauritanie, à l'issue du dernier Conseil des Ministres. Une vraie reconversion pour cet inspecteur des services économiques, qui fera ses premiers pas dans la diplomatie. Considérée comme un clin d'œil du président de la République et de son ministre des Affaires Etrangères, Abdoulaye Diop, au chérif de Nioro, la nomination de Youba Ba intervient à un moment où les services diplomatiques maliens en Mauritanie sont très décriés par une partie la diaspora malienne dans ce pays voisin.**

**Y**ouba Ba est connu pour être un protégé du Chérif de Nioro du Sahel, à qui il doit sa promotion. Surtout en tant qu'inamovible Directeur Administratif et Financier du Secteur de l'Education pendant au moins 19 ans ! Son éviction de ce poste en avril 2011, à la faveur de l'abrogation des décrets de nomination des DAF mais dont il serait en réalité la principale cible, aura été commenté comme la principale raison de la brouille entre ATT et le Chérif de Nioro, alors acquis à sa cause. C'est donc un homme

considéré comme intouchable qui refait surface après avoir disparu des radars depuis 2011.

Si d'aucuns ne voient dans la promotion de Youba Ba qu'un signe d'apaisement des relations entre le régime et la famille de Bouyé Haidara, de nombreux observateurs des questions diplomatiques maliano-mauritaniennes, pensent que le remplacement de Mahamadou Diagouraga, nommé depuis pratiquement un an au poste de Haut Représentant du Chef de l'Etat pour l'application de l'Accord pour la Paix, par un

proche du Chérif de Nioro est une réponse de Bamako aux problèmes des Maliens vivant et/ou en transit en Mauritanie. Le passage de l'Ambassadeur Diagouraga, faut-il l'admettre, n'aura pas été de tout repos du fait de la dégradation des conditions de vie des Maliens de Mauritanie.

De l'émoi causé au sein de la communauté malienne par la mort dans des circonstances troubles de l'ouvrier malien, Mody Boubou Coulibaly, mais qui n'ont nullement fait réagir les services diplomatiques maliens en Mauri-

tanie à la détention arbitraire de Yaya Cissé dans une prison d'Etat mauritanien pour assassinat, les « excellentes relations diplomatiques entre les deux Etats », n'auront pas profité aux citoyens maliens vivant dans ce pays ou de passage. L'influence du Chérif de Nioro (qui jouit aussi de la nationalité mauritanienne) en Mauritanie et au Mali en sera le ferment.

La nomination de Youba Ba, en plus d'être un signe d'apaisement dans les relations entre le Chérif de Nioro et IBK, contribuera, es-

père-t-on, donc à apaiser les relations diplomatiques entre le Mali et la Mauritanie, basées en réalité sur de la méfiance.

Nouakchott soutient officiellement les efforts de son voisin malien dans la lutte contre le terrorisme et la préservation de son intégrité territoriale, mais abrite encore aujourd'hui une partie de l'aile dure des sécessionnistes touaregs et, de nombreuses attaques terroristes à l'ouest du Mali partent de son territoire. La plupart des groupes terroristes opérant dans le Sahel et principalement au Mali bénéficient également d'un traitement de faveur de Nouakchott en vertu d'un pacte de non-agression que la Mauritanie aurait négocié avec eux.

**Boniface Dembélé**



EXCLUSIVITÉ

# AART VAN DER HEIDE, UN HOLLANDAIS CRACHE SES VÉRITÉS SUR LA CRISE MALIENNE

Agent néerlandais du développement ayant travaillé une partie de sa vie au Mali, Aart van der Heide nous fait ici une étude comparative des différents régimes qui se sont succédé à la tête du Mali depuis Moussa Traoré (qu'il admire particulièrement pour la discipline et l'ordre qu'il a su imprimer au sein des forces armées et de défense du Mali) à Ibrahim Boubacar Kéita, en passant par Alpha Oumar Konaré et Amadou Toumani Touré. Il fustige surtout l'attitude paternaliste de ses pairs Occidentaux, notamment français pour leur position trouble dans la gestion de la crise malienne. M. HEIDE, très critique sur l'immixtion européenne dans les affaires africaines, accuse la France d'avoir financé le film d'Abderrahmane Cissako, dont beaucoup d'observateurs pensent qu'il victimise la rébellion sécessionniste touarègue.

Bonjour Monsieur. Voudriez-vous bien vous présenter à nos lecteurs ?

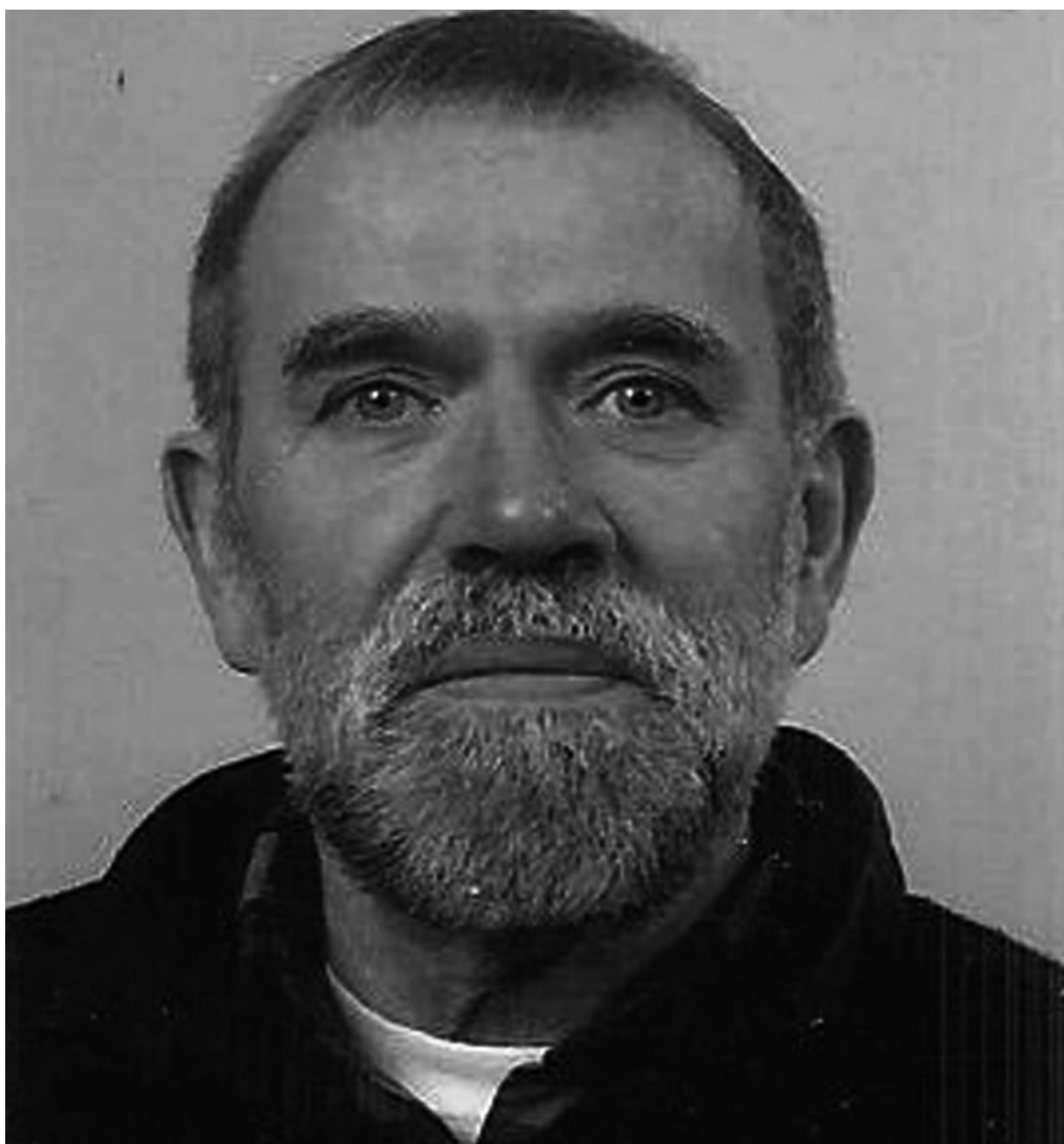
Je m'appelle AART van der HEIDE, je suis de nationalité hollandaise (Pays Bas). Je suis venu au Mali pour la première fois en décembre 1984. Je suis agronome de formation. J'ai toujours travaillé au Mali, dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour l'UNICEF, l'OXFAM-UK, USAID et aussi pour beaucoup d'autres organisations non-gouvernementales, surtout européennes. J'ai beaucoup d'expériences du nord du Mali pour avoir eu à travailler avec OXFAM qui a financé beaucoup d'ONG. J'ai aussi travaillé pour l'USAID dans le cadre de l'implication des groupements locaux dans le processus de leur propre développement de 1991-1995

Dans le cercle de Goundam, j'ai fait le suivi des cantines scolaires des écoles nomades pour AMADE et SOH Pays-Bas (1989-1995). J'ai vécu à Ségou (1985-1986), Gao (1991) et à Bamako (1987-2005).

J'ai publié 3 livres sur les problèmes alimentaires au Mali que sont : Engrais Fertile : vers une agriculture durable au Mali (1995), Sécurité alimentaire familiale : 6 études de cas et expériences des ONG au Mali (2000) et Histoire du projet Sécurité Alimentaire Nutritionnelle dans le cercle de Niafouké à travers les groupements féminins de 1995 – 2010, pour le compte de l'ONG nationale OMAES.

Je travaille actuellement sur un projet visant à aider les jeunes diplômés sans-emploi. L'objectif de ce projet est de les préparer à la recherche appliquée. Un projet de recherche historique : 10 cas d'étude des grands projets de développement au Mali. Ce serait pour eux de l'expérience dans le travail et dans la recherche. Il s'agira de cas concrets qui feront l'objet d'une série de publications sur l'histoire récente du Mali.

Je me rends compte qu'une interview avec moi, ressortissant d'un pays Européen nordique, m'oblige à prendre en considération que je suis sur le plan culturel sous influence par mon éducation et sur-



Je me rends compte qu'une interview avec moi, ressortissant d'un pays Européen nordique, m'oblige à prendre en considération que je suis sur le plan culturel sous influence par mon éducation et sur-

Je me rends compte qu'une interview avec moi, ressortissant d'un pays Européen nordique, m'oblige à prendre en considération que je suis sur le plan culturel sous influence par mon éducation et sur-

Je me rends compte qu'une interview avec moi, ressortissant d'un pays Européen nordique, m'oblige à prendre en considération que je suis sur le plan culturel sous influence par mon éducation et sur-

**“Sous Moussa Traoré, il y avait plus de discipline et l'armée était mieux équipée et mieux organisée”**

Je me rends compte qu'une interview avec moi, ressortissant d'un pays Européen nordique, m'oblige à prendre en considération que je suis sur le plan culturel sous influence par mon éducation et sur-

Je me rends compte qu'une interview avec moi, ressortissant d'un pays Européen nordique, m'oblige à prendre en considération que je suis sur le plan culturel sous influence par mon éducation et sur-

Vous avez longtemps vécu au Mali. Quelle analyse faites-vous de la situation au nord du Mali ?

Triste ! Ma dernière visite à Gao et à Tombouctou remonte à mai 2016. Depuis 1987, j'ai eu la chance de travailler au nord du Mali : à Gao, Ansongo, Bourem, N'Tillit, dans la région de Tombouctou, à Goundam, à Diré et à Niafouké ; non seulement en milieu sédentaire mais aussi milieu nomade.

Il nous revient d'écouter souvent des partenaires du Mali que le nord du Mali n'a pas suffisamment profité des financements qui lui ont été destinés pour son développement. Je ne suis pas de cet avis. Le nord du Mali a bénéficié de grands financements pour son développement. La question que je me pose est de savoir si ces financements ont été minutieusement utilisés. J'ai eu la chance d'échanger avec des gens qui connaissent bien l'histoire. En conclusion, je me pose deux questions fondamentales : est-ce que les frontières ont été bien déterminées au moment des indépendances ? La loi Defferre du gouvernement française à l'époque de l'Indépendance n'a-t-elle pas commis une erreur de tissage ?

En 2012 un Malien me disait : « si vous, les Européens, vous chassez Kadhafi du pouvoir en Lybie, nous aurons tôt ou tard les retombées négatives chez nous au Mali. » Je donne aujourd'hui raison à ce Malien qui voyait bien les conséquences de la traque contre Kadhafi.

Il y a beaucoup de critiques à l'endroit de l'ex président ATT. Force est de reconnaître que lui aussi a hérité d'une situation politique et militaire de son prédécesseur : le premier Président démocratiquement élu Alpha Oumar Konaré. Avec l'avènement de la démocratie, il y a eu un affaiblissement des forces armées du Mali tant sur le plan des équipements que sur le plan organisationnel.

Le régime du général Moussa Traoré fut un régime de parti

Suite à la page 5



## ARCANE POLITIQUE

# L'hyperactivité du Dr Tréta et ses effets dévastateurs sur la cohésion de l'opposition politique

Si au niveau du BPN du RPM les seules explications données sur les résultats attendus des rencontres qu'a eues son président, Bokary Tréta, avec les responsables des différentes formations politiques du pays, dont celles de l'opposition, il se susurre que l'objectif recherché par Bokary Tréta et sa suite est de réussir à fédérer les voix autour du programme présidentiel de sortie de crise voire autour de la candidature du chef de l'Etat pour un second mandat plus apaisé et porté vers le développement économique. En attendant, l'opposition se fissure et les chances d'une réélection d'IBK se précisent.

**D**r Tréta l'homme qui comprend IBK ! Le Président du Rassemblement pour le Mali est très actif ces derniers temps. Bokary Tréta, puisque c'est de lui qu'il s'agit, a multiplié les rendez-vous avec les responsables des partis politiques dits amis de la mouvance présidentielle et de l'opposition politique. Cette hyperactivité de Bokary Tréta fait peur et d'aucuns pensent que le rapprochement avec l'opposition a entamé la crédibilité et la sincérité de certaines formations de ce pôle politique quant à leur volonté d'aider les autorités du pays à sortir de l'impasse politico-sécuritaire. Chose qui, avec la formation du cabinet du chef de file de l'opposition, a surtout contribué à l'effritement de l'opposition politique malienne désormais multipo-

laire. Il y a une semaine, un nouveau pôle politique d'opposition a été mise en place sous l'appellation de Gauche républicaine par Soumana Sako, Modibo Sidibé et Daba Diawara. Cette opposition se veut différente de l'opposition constituée autour de l'URD et qui participe à la composition du cabinet du chef de file de l'opposition. Elle est même considérée comme plus modérée que celle désormais radicale constituée du Sadi d'Oumar Mariko et de l'ADP-Maliba de Aliou Boubacar Diallo. Certains observateurs sont clairs, c'est l'effet Tréta plus qu'une crise née de la composition du cabinet du chef de file de l'opposition et qui participe de la stratégie d'affaiblissement des adversaires du régime dans la perspective de la

présidentielle de 2018 à laquelle le RPM compte bien représenter son président fondateur à sa propre succession. Au RPM, loin de vouloir diviser pour mieux régner, l'on pense que ces rencontres avec les partis amis visent à créer une synergie autour du projet Mali pour une sortie pacifique et définitive de crise. On n'y exclut pas une entrée dans le gouvernement d'union nationale des acteurs de l'opposition. L'hyperactivité du Dr Tréta et ses effets dévastateurs sur la cohésion de l'opposition politique sont plus que visibles aujourd'hui, et les efforts d'hercule du président IBK pour la paix et la réconciliation sont perceptibles.

*Boniface Dembélé*



## Suite de la page 4

unique, cependant il y avait plus de discipline et l'armée était mieux équipée et mieux organisée. Les élites politiques européennes ont qualifié ce régime de dictatorial. De mon point de vue, il n'en était pas ainsi. Je le trouvais plutôt comme un régime fondé sur les valeurs traditionnelles du Mali. Moussa Traoré en tant que militaire s'est toujours engagé à doter les forces armées maliennes d'équipements militaires. Il a aussi veillé à ce que la discipline soit de rigueur au sein des forces armées. Il était un vrai militaire. Cependant, il a été lui aussi confronté aux problèmes du nord du Mali qu'il a d'ailleurs su gérer en son temps. Le problème du nord existait depuis l'indépendance du Mali et tous les différents régimes ont eu à faire face à cela. Sous le régime ATT, il a atteint sa plus grande ampleur. Les mouvements de lutte pour l'indépendance de l'Azawad se sont ralliés aux groupes super-équipés qui sont arrivés de la Libye après la chute de Kadhafi et aux djihadistes qui occupaient déjà au nord afin d'aboutir à leur but « la partition du Mali ». Je me permets de dire aujourd'hui que le problème doit faire l'objet d'une analyse profonde, tant au plan historique que géographique.

La position de l'Europe, mais et surtout celle de la France ont joué un rôle important dedans. Depuis l'Indépendance ; de la loi Deferre à l'introduction du système démocratique parlementaire, juste après la chute du mur de Berlin, le nord du Mali a été une partie problématique de la jeune république. Les pacifistes européens ne seront certainement pas de mon avis, mais je crois que faire de l'armée malienne une armée bien équipée, forte et bien organisée pour défendre les frontières longues et complexes du Mali serait un début de solution incontournable à la stabilité au nord. Je crains que cela ne soit trop tard du fait que le nord du Mali est déjà sous contrôle de l'armée française appuyée par la MINUSMA.

**Aujourd'hui l'autorité de l'État ne s'exerce pas sur une grande partie du territoire national malgré la présence des troupes étrangères plus particulièrement françaises. Quelle qualification vous donnez à cette situation ?**

C'est une situation très grave et triste pour un jeune pays comme

le Mali. L'Etat du Mali a perdu sa souveraineté. La MINUSMA avec presque 11.000 militaires étrangers coûte environ 1 milliard de US\$ l'année. Je dis toujours dans mon pays au cours des débats publics qu'il ne devrait plus avoir de militaires européens en Afrique en 2017. Le gouvernement de mon pays supporte la MINUSMA avec presque 500 militaires et s'appelle les « yeux et les oreilles » de la MINUSMA, mais hélas sans grands résultats. La MINUSMA, malgré ses propres « yeux et oreilles » a été victime de trois grandes attaques et a enregistré plusieurs pertes à Gao en 2016. Le problème du nord du Mali est très complexe. On y trouve aujourd'hui des bandits, des djihadistes, des groupements de Touaregs indépendantistes, mais aussi les forces françaises. Je suis convaincu que le peuple français se demande pourquoi leurs élites politiques opèrent au Mali et dans tout le Sahel. La politique française est très impliquée mais peu visible. Cela se traduit par beaucoup de théories et de complots. Même le beau film « Tombouctou » du cinéaste mauritanien Abderrahmane Sissako a

**«Le film « Tombouctou » d'Abderrahmane Sissako a été financé par la France...»**

été financé par la France. Je me suis souvent posé la question comment un film pareil nous aurait été montré s'il avait été financé par les pays du Golfe Arabe ?

**Vous connaissez bien le Mali. Parlez-nous un peu de la situation politique du pays de Moussa Traore à Ibrahim Boubacar Keita ?**

J'ai vécu au Mali du temps de Moussa Traoré, celui d'Alpha Oumar Konaré, de ATT et d'IBK. J'ai vécu la grande influence de la France. Leur ambassade est la plus grande à Bamako et maintenant la plus sécurisée. Le système démocratique a été introduit au Mali en 1991 juste après la tombée du mur de Berlin. C'est Mitterrand qui a laissé tomber le général Moussa Traoré. Quand j'arrivais au Mali tout le monde était pauvre mais les Maliens ont bien partagé leur pauvreté. Aujourd'hui, malgré le grand développement au Mali, beaucoup de Maliens restent encore pauvres tandis qu'un petit groupe très riche, prospère. La majorité des Maliens se cherchent d'abord à manger, avoir un abri, une bonne école pour leurs enfants et du travail pour gagner leur vie. Pourquoi il y a autant d'écoles privées au Mali ? L'éducation des enfants n'est pas une entreprise. Pourquoi

le système sanitaire est organisé comme une entreprise malgré son évolution au Mali. Une des premières victimes de l'épidémie d'Ebola est tombée dans une clinique privée de référence à Bamako.

**Quelles propositions vous faites aux Maliens pour une véritable unité nationale forte ?**

D'abord, il vous faut rester fiers de votre souveraineté et surtout de votre culture traditionnelle. On ne peut pas changer l'histoire, il faut cependant bien connaître l'histoire politique du pays. Malgré la grande croissance économique et démographique du Mali en général et surtout de la ville de Bamako en particulier votre système politique, quoi que ce soit, a surtout une grande responsabilité et une tâche : organiser les services éducationnels et aussi sanitaire de qualité et surtout faire son mieux pour créer et organiser les conditions pour que les Maliens aient des emplois.

**Entretien réalisé par Aliou Badara Diarra**





## Avis d'Appel d'Offres Ouvert (AAOO) [Office du Niger] AAO N° \_\_\_\_\_

1- L'Office Du Niger a obtenu des fonds du Compte Etat, afin de financer les Travaux d'entretien et de maintenance du Barrage de Markala et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des Travaux d'entretien et de maintenance des chariots du Barrage de Markala.

2- L'Office du Niger sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux suivants : Travaux d'entretien et de maintenance des chariots du Barrage de Markala

Inspection et la réparation des chariots ;  
Entretien et la maintenance des chariots

3- La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics à l'article 44, et ouvert à tous les candidats éligibles.

4- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Direction Générale de l'Office du Niger Tel : (223) 21 320 292 et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après à la Direction Administrative et Financière de l'Office du Niger à Ségou moyennant paiement d'un montant non remboursable de Cent Mille (100.000) F CFA à partir du lundi 27 février comme suit : Du lundi au jeudi : De 09 heures à 12 heures et 13 heures à 15 heures

Le vendredi : De 09 heures à 11 heures.

Un Consultant sera choisi par la méthode de qualité-Coût.

5- Les exigences en matière de qualifications sont : Voir le DPAO pour les informations détaillées.

6- Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de [100 000 FCFA] à l'adresse mentionnée ci-après Direction Générale de l'Office du Niger Tel : (223) 21 320 292 de 08h à 16h 45mn, En espèce. Le Dossier d'Appel d'offres sera adressé par dépôt direct au secrétariat de la Direction Générale.

7- Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : A n'ouvrir qu'en séance public l'Appel d'offres n° relatif aux travaux d'entretien et de maintenance des Chariots exercice 2017 au plus tard le jeudi 30 mars 2017 à 10 heures 30 mn. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

8- Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de : 1 800 000.

9- Les Soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une période de quatre vingt dix jours (90) à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 19.1 des IC et au DPAO.

10- Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le jeudi 30 mars 2017 à 10 heures 30 mn à l'adresse suivante : Adresse: Salle de conférence de la Direction Générale de l'Office du Niger Quartier administratif, Boulevard de l'Indépendance, Tél : (223) 21 320 292, Boîte postale : 106

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de notre haute considération

Le Président Directeur Général  
de l'Office du Niger

## Avis d'Appel d'Offres Ouvert (AAOO) [Office du Niger] AAO N° \_\_\_\_\_

1. L'Office Du Niger a obtenu des fonds du Compte Etat, afin de financer les Travaux d'entretien et de maintenance du Barrage de Markala et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des Travaux d'entretien : Lot1 : Les travaux de rechargement ponctuel sur le Fala de Molodo 1er Bief RG (Doura-Nadani 12 km 400) et le Lot2 : Les travaux de rechargement ponctuel sur le Fala de Molodo 2e Bief RD (N'Gounado-Bozo Daga 2km) et RG (Chokoun 2 km)

2. L'Office du Niger sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux :

Lot1 : Les travaux de rechargement ponctuel sur le Fala de Molodo 1er Bief RG (Doura-Nadani 12 km 400)

- Tronçon 1 : au niveau du village de Doura sur une longueur de 3 400 m, une largeur de 4 m et une épaisseur de 50 cm (6 800 m3) ;

- Tronçon 2 : au niveau du village de M'Barabiela Soba sur une longueur de 2 500 m, une largeur de 4 m et une épaisseur de 50 cm (5 000 m3) ;

- Tronçon 3 : au niveau du village de M'Barabiela Camp sur une longueur de 4 500 m, une largeur de 4 m et une épaisseur de 50 cm (9 000 m3) ;

- Tronçon 4 : au niveau du village de Nadani sur une longueur de 2 000 m, une largeur de 4 m et une épaisseur de 50 cm (4 000 m3).

Lot2 : Les travaux de rechargement ponctuel sur le Fala de Molodo 2e Bief RD (N'Gounado-Bozo Daga 2km) et RG (Chokoun 2 km)

- Tronçon 5 : au niveau du village de Chokoun sur une longueur de 2 000 m, une largeur de 4 m et une épaisseur de 50 cm (4 000 m3) ;

- Tronçon 6 : au niveau du village de N'Gounado-Bozo-Daga sur une longueur de 2 000 m, une largeur de 4 m et une épaisseur de 50 cm (4 000 m3).

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel

que défini dans le Code des Marchés publics à l'article 44, et ouvert à tous les candidats éligibles.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Direction Générale de l'Office du Niger Tel : (223) 21 320 292 et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après Direction Générale de l'Office du Niger Tel : (223) 21 320 292 de 08h à 16h 45mn.

5. Les exigences en matière de qualifications sont : Voir le DPAO pour les informations détaillées.

6. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de [100 000 FCFA] à l'adresse mentionnée ci-après Direction Générale de l'Office du Niger Tel : (223) 21 320 292 de 08 h à 16h 45mn, En espèce. Le Dossier d'Appel d'offres sera adressé par dépôt direct au secrétariat de la Direction Générale.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après Direction Générale de l'Office du Niger Tel : (223) 21 320 292] au plus tard le 31 mars 2017 à 10 h 00mn. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

8. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de : un million cinq cent mille (1 500 000) F CFA pour le lot1 et cinq cent mille (500 000) F CFA pour le lot2.

9. Les Soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une période de quatre vingt dix jours (90) à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 19.1 des IC et au DPAO.

10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le 31 mars 2017 à 10 h 00 mn à l'adresse suivante : Salle de conférence de la Direction Générale de l'Office du Niger, Ségou

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de notre haute considération

Le Président Directeur Général  
de l'Office du Niger



## UN INCENDIE RAVAGE LE DORTOIR DES ÉTUDIANTS DE L'IPR IFRA DE KATIBOUGOU

# Le CENOU au chevet des victimes

**Le dimanche, 26 février dernier, le bloc D de l'internat de l'Institut polytechnique rural de formation et de recherche appliquée (IPR IFRA) de Katibougou a pris feu aux environs de 19 heures. A l'origine de l'incendie, l'explosion d'une bonne de gaz dans une chambre. L'on ne déplore aucune perte en vies humaines, aucun blessé n'a été enregistré, mais les dégâts matériels sont très importants. Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et le Directeur du Centre National des Œuvres Universitaires (CENOU) se sont rendus sur les lieux pour apporter leur soutien aux victimes.**

Quelques heures avant l'inauguration du nouveau Complexe Universitaire de Kabala par le Président – mardi 28 février 2016 -, un bloc de l'internat de l'IPR-IFRA de Katibougou a pris feu. Aussitôt informé de la situation, le directeur du CENOU, Allaye Ba, a dépêché sur Katibougou son chef du service logement et restauration, Yaya Koté pour constater les dégâts, qui sont énormes.

Selon le chef du service logement et restauration du CENOU, Yaya Koté, que nous avons rencontré sur les lieux du sinistre, l'incendie serait parti de la chambre D5 où une étudiante du nom de Clémentine Koné préparait

avec du gaz. Suite à un dysfonctionnement le gaz aurait explosé, pris de panique, elle a pris la tangente avant d'informer la Direction de l'établissement de ce qui venait de se produire.

Très rapidement la flamme atteint le plafond de la toiture de la chambre et s'est répandue dans les chambres avoisinantes.

Au total 10 chambres sur les 80 que compte l'institut ont été totalement calcinées avec toutes les "affaires" de près de 40 étudiantes sur les 85 que compte le bloc, exclusivement réservé aux filles. D'énormes dégâts matériels ont été enregistrés avant l'arrivée des sapeurs-pompiers, les extincteurs sur place ayant

montré leur limite.

L'incendie s'est produit au moment où les étudiants de l'institut s'apprétaient à descendre du campus pour les vacances annuelles.

Une délégation conduite par le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Assétou Founé Samaké Migan, accompagnée du DG du CENOU, s'est rendue à l'IPR de Katibougou pour constater les dégâts de visu et apporter le soutien de la nation aux victimes.

En présence du Directeur Général de l'institut, Mamadou Famenta et de son Secrétaire général, M. Doumbia, accompagnés du Secrétaire général du comité AEEM de l'établissement, la Ministre Samaké Migan et le DG du CENOU ont fait un tour d'ensemble du campus pour recenser l'ampleur des dégâts.

A la fin de la visite, la ministre a appelé les internés à un changement de comportement pour que de telles situations ne se reproduisent plus dans les établissements publics d'accueil et d'hébergement des étudiants.

Quant au DG du CENOU, dont la structure est chargée de la gestion de la vie étudiante, il a promis d'entreprendre des travaux

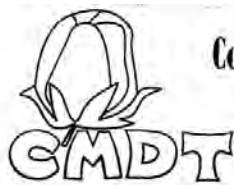


de réhabilitation des chambres endommagées avant l'ouverture des classes prévue en juin prochain.

Au nom du département et de leurs structures, les DG du CENOU et de l'IPR ont remis une enveloppe symbolique de 3 millions de F CFA aux victimes, qui ont tout perdu dans cet incendie. Rappelons que le campus universitaire de l'IPR-IFRA de Katibougou, l'une des plus anciennes

Institutions de formation des agents du développement rural de la sous-région ouest africaine, a une capacité d'accueil de 800 places. Il a été depuis l'année 1897 sous l'appellation de Station de Recherche Agronomique Expérimentale de Kati avant d'être transféré au site actuel de Katibougou.

**Habi Kaba Diakité**



### Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles

DIRECTION GENERALE

Bamako, le 01 MARS 2017

Direction des Approvisionnements

N° 1125

Holding/CMDT/DAppro

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 013/2017/DA- Pièces Garages

La Direction Générale de la CMDT lance l'appel d'offres n° 013/2017/DA pour la fourniture de pièces détachées garages au titre des révisions 2017 et de la campagne 2017/2018.

Les lots sont constitués par nature de pièces et par PPC comme suit :

Lot	n°PPC	Désignation	Garantie d'offres (Cautions de soumission) Montant FCFA
1	208T/120 du 12/01/2017	PIECES RVI CLM 280, CLM 320, CLR230	5 822 000
2	208T/116 du 12/01/2017 208T/122 du 16/02/2017	PIECES RVI KERAX 330.19 DXL, EQUIPEMENT HYDRAULIQUE HYVALIFT KERAX 3	9 677 000
3	208T/117 du 12/01/2017 208T/119 du 12/01/2017	PIECES ENGINES DE MANUTENETION/ TRACTEUR MF265, 390 ; MANITOU MC30, MC 30 SERIE 2, TEU FDS0T, MC30T (turbo) SERIE 3-E3 ; MLT	1 693 000
4	208T/118 du 12/01/2017	PIECES TOYOTA HILUX 4X4 LAN 25	1 256 000
5	208T/119 du 12/01/2017	PIECES ENGINES GENIE CIVIL CAT928F, 120G, D7H, D7R, 928G	4 545 000
<b>TOTAL FCFA</b>			<b>22 993 000</b>

Un Fournisseur peut soumissionner pour un ou plusieurs lots.

Les dossiers d'appels d'offres sont disponibles, contre paiement de la somme non remboursable de sept cent cinquante mille francs CFA (750 000 F CFA), à la Direction des Approvisionnements CMDT Bamako BP 487 tél. 20 21 84 02 fax 20 70 73 13 (Bâtiment A, 1<sup>er</sup> étage).

Un soumissionnaire doit fournir en même temps que son offre une garantie d'offres (caution de soumission) dont le montant est ressorti par lot dans le tableau ci-dessus.

Cette garantie (caution) sera fournie par une banque malienne de 1<sup>er</sup> ordre sous la forme définie dans le dossier d'Appel d'Offres.

Aucun chèque certifié ne sera accepté en lieu et place de la garantie (caution).

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir de la date d'ouverture des plis.

Les offres peuvent être déposées au secrétariat de la Direction des Approvisionnements au plus tard le 13/04/17 à 14 heures TU ou au niveau du Président de la Commission des Appels d'offres, en début de séance d'ouverture des plis. Cette séance se déroulera le même jour à 14 h 30 mn TU à la Direction Générale de la CMDT. Les soumissionnaires ou leurs représentants peuvent y assister (2 au maximum).

Pour tout autre renseignement complémentaire s'adresser à la Direction des Approvisionnements CMDT tél. 20 21 84 02 fax 20 70 73 13 ou (goitajah@yahoo.fr, jsidibe@yahoo.fr, mtoka2007@gmail.com, moussat008@gmail.com).

Le Président Directeur Général

Pr Baba BERTHE  
Officier de l'Ordre National



### Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles

DIRECTION GENERALE

Bamako, le 28 FEV 2017

Direction des Approvisionnements

N°

1089

Holding/CMDT/DAppro

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 010/2017/DA

La Direction Générale de la CMDT lance l'appel d'offres n° 010/2017/DA pour la fourniture de pièces détachées électriques au titre des révisions 2017 et de la campagne 2017/2018 suivant les propositions primaires de commande (PPC) n°208G/195 du 10/01/2017, du Conseil Technique Industriel.

Les lots sont constitués par nature de pièces et par PPC, comme suit :

lot	Désignation	Garantie d'offres (Cautions de soumission) FCFA
1	Eclairages et Appareillage de tableau	1 211 000
2	Appareils de coupure et de protection	107 000
3	Constituants de protection et de Télémechanique	1 183 000
4	moteurs électriques et pompes	7 571 000
5	Pièces américaines	16 000
6	Roulements	267 000
7	Câbles et accessoires	730 000
<b>TOTAL FCFA</b>		<b>11 085 000</b>

Un Fournisseur peut soumissionner pour un ou plusieurs lots.

Les dossiers d'appels d'offres sont disponibles, contre paiement de la somme non remboursable de 300 000 FCFA (trois cent mille francs CFA), à la Direction des Approvisionnements CMDT SA Bamako BP 487 tél. 20 21 84 02 fax : 20 70 73 13 (bâtiment A 1<sup>er</sup> étage).

Un soumissionnaire doit fournir en même temps que son offre une garantie d'offres (caution de soumission) dont le montant est ressorti par lot dans le tableau ci-dessus.

Cette garantie (caution) sera fournie par une banque malienne de 1<sup>er</sup> ordre sous la forme définie dans le dossier d'Appel d'Offres.

Aucun chèque certifié ne sera accepté en lieu et place de la garantie (caution).

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir de la date d'ouverture des plis.

Les offres peuvent être déposées au secrétariat de la Direction des Approvisionnements au plus tard le 13/04/17 à 14 heures TU ou au niveau du Président de la Commission des Appels d'offres, en début de séance d'ouverture des plis.

Cette séance se déroulera le même jour à 14 h 30 mn TU à la Direction générale de la CMDT SA. Les soumissionnaires ou leurs représentants peuvent y assister (2 au maximum).

Pour tout autre renseignement complémentaire s'adresser à la Direction des Approvisionnements CMDT tél. 20 21 84 02 fax 20 70 73 13 ou (goitajah@yahoo.fr, jsidibe@yahoo.fr, mtoka2007@gmail.com, moussat008@gmail.com).

Le Président Directeur Général

Pr Baba BERTHE  
Officier de l'Ordre National





PRIX MANDELA 2016 À IBK

# IBK sur les pas de Mandela, l'ultime combat pour la paix au Nord

**Le président de la République, Ibrahim Boubacar Keita, fait partie des lauréats du Prix Mandela de la Paix 2016. Cette haute distinction est décernée par Mandela Institute, présidé par le Dr. Paul Kananura.**

Leurs engagements en faveur de la paix resteront sans doute mémorables dans l'histoire du continent. Ibrahim Boubacar Keita, Nelson Mandela, voici deux géants qui ont fait leur entrée dans le panthéon des grands hommes politiques engagés dans un combat pour la paix dans leur pays. En recevant le Prix Mandela de la Paix 2016, IBK s'est senti honoré de voir ses efforts enfin reconnus et couronnés au-delà des frontières du Mali. Et c'est tout naturellement qu'il rend au peuple malien un hommage mérité en ces termes : « Je dédie ce Prix à l'ensemble du peuple malien, fier et résilient ».

## Les Accords issus du processus d'Alger

Ibrahim Boubacar Keita, président du Mali, lauréat du Prix Mandela de la Démocratie, a reçu ce prestigieux Prix « pour son immense contribution à la consolidation démocratique au nord du Mali à travers l'Accord d'Alger, à la stabilisation politique et sécuritaire

du Mali et par ricochet à la stabilisation du Sahel. » On se rappelle encore, durant les longs jours de négociations pour parvenir à un accord avec les mouvements rebelles sévissant au nord du Mali, IBK avait pesé de tout son poids, par l'entremise de son ministre des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop. Malgré les insuffisances de cet accord, il a eu le mérite de ne pas céder aux velléités séparatistes des rebelles, qui voulaient coûte que coûte décrocher Gao, Tombouctou et Kidal de la carte du Mali. Conformément à l'esprit de Nelson Mandela, défunt président de l'Afrique du Sud, le combat pour la paix est un engagement à vie et aucun compromis ne viendra remettre en cause la souveraineté du Mali, l'aspiration de son peuple multiethnique aux mille et une richesses, à l'image des couleurs de l'arc-en-ciel, au risque de troubler le sommeil de certaines grandes puissances.

## IBK, comme Yitzhak Rabin, un soldat de la paix

Yitzhak Rabin, l'ancien Premier ministre israélien et Prix Nobel de la paix pour son rôle actif dans la signature des Accords d'Oslo en 1993, avait consacré son temps, son énergie et sa foi, comme le fait IBK aujourd'hui, pour la paix et la lutte contre le terrorisme. A 73 ans, ce soldat de la paix est assassiné le 4 novembre 1995, tué par Yigal Amir, un Israélien, extrémiste juif étudiant en droit et opposé aux Accords d'Oslo. Les ennemis de la paix ce jour fatidique novembre 1995, venaient d'assassiner un homme, mais point ses idées. 22 ans après sa disparition, le message et les œuvres d'Yitzhak Rabin n'ont cessé d'inspirer d'autres présidents et leaders partout dans le monde. Aucun deal ne pourra influencer sur la volonté du président IBK, de mettre les intérêts supérieurs du peuple au-dessus de tout autre intérêt, comme l'a récemment suggéré le Président du Haut conseil islamique du Mali, Mahamoud Dicko, lors du meeting des religieux fin février à Bamako. En résistant aux puissances étrangères et au plan diabolique des rebelles, qui dissimulent leurs véritables intentions, c'est le Mali qui sortira grandi. Ce Mali qui tangué, prend de l'eau, mais ne coulera jamais, est à l'image des filles et fils de ce pays,



très résilients. Cette résilience sociale semble être la source d'inspiration et de combat de notre président, qui promet de résister jusqu'à la victoire de l'amour sur la haine, de la réconciliation sur la division, en un mot la victoire de la paix, la paix des cœurs retrouvée. Car tôt ou tard, il y aura la paix. La différence, peut-être, de ce jour à aujourd'hui, sera le nombre de vies sacrifiées, de rêves brisés, et des efforts inlassablement fournis sur le long chemin de la paix.

Notre président, à 72 ans, entend demeurer un rempart pour la paix et la démocratie. Il a gravi les plus hautes fonctions de son pays, et il voudrait que l'on garde de lui l'image d'un homme qui aura mené une vie utile pour son peuple, pour la paix. Le Prix Mandela pour la paix lui en offre toute une perspective. Peut-être, un testament... Comme quoi, nul n'est prophète en son pays.

K. Eloi

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

## Ces nominations synonymes d'instabilité et qui prètent à confusion !

**Le département de l'Environnement, de l'assainissement et du Développement Durable est celui qui connaît le plus d'instabilité du fait des changements qui y interviennent y compris à des postes techniques. D'Abdoulaye Idrissa Maiga à Aida M'Bow, le département aura au moins connu quatre secrétaires généraux. Mais depuis son arrivée à la tête du département en juillet 2016, Aida M'Bow Kéita les nominations se sont multipliées au point où certains se demandent au département si elles ne vont pas jouer sur le rendement des structures concernées : la Direction nationale des Eaux et Forêts (DNEF) et l'Agence pour l'Environnement et le Développement Durable (AEDD).**

Ce qui inquiète dans ces nominations, ce sont les changements à la tête des services techniques relevant du département comme la Direction Générale des Eaux et Forêts et l'Agence pour l'Environnement et le Développement Durable (AEDD) mais également, le Secrétariat Général du département. Conséquences de ces nominations à hésitations, l'on craint une instabilité.

Nommé à la succession de M. Gakou au secrétariat général du département en mars 2016 par

Ousmane Koné alors ministre de tutelle, Boureima Camara est remplacé est relevé de son poste quatre mois après sa nomination par Aida M'Bow. La nouvelle ministre le nomme en fin septembre 2016 Directeur National des Eaux et forêts en remplacement du Général Biramou Cissoko.

Seulement voilà, il y a un mois, le 8 février 2017, M. Camara est nommé Directeur Général de l'AEDD. Son poste de Directeur National des Eaux et Forêts, est revenu à, l'issue du dernier

Conseil des ministres, à l'ancien Directeur Général de l'AEDD, Mamadou Gakou, qui avait été nommé Secrétaire Général du département par Mohamed Ag Erlaf en 2015. Aboubacar Diabaté, lui-même remplaçant de M. Gakou il y a deux ans, est donc remplacé par M. Camara. Ce jeu de chaises musicales qu'à l'AEDD et aux Eaux et Forêts l'on n'a pas compris, est signe que Mme la ministre hésite, plus que ses prédécesseurs et est source d'instabilité tant les nominations concernent



des postes techniques. Certains connaisseurs du département et de la personnalité de Aida M'Bow Kéita pensent que Mme la ministre pourrait avoir agi dans un souci d'éviter à certains

techniciens de revenir diriger les mêmes services qu'ils ont conduits il y a seulement moins de deux années.

Habi Kaba Diakité